

Notre santé, nos vies, valent toujours plus que leurs profits !

(communiqué du NPA 65)

Avec près de 250 000 mortEs dans le monde, la pandémie liée au coronavirus prend la dimension d'une catastrophe sanitaire. Une catastrophe qui n'a rien de naturelle, mais qui repose sur les désastres provoqués par les agressions envers l'environnement, la mondialisation sauvage et le développement des profits qui a entraîné la destruction des systèmes sanitaires publics au fil de plus de 40 ans de néo-libéralisme.

Rouvrir les écoles pour sauver les profits ?

Le gouvernement, pressé par le Medef, souhaite relancer la production pour sauvegarder profits et dividendes. Ceci se mesure à l'enveloppe de 300 milliards d'euros pour garantir les besoins des entreprises. Si on peut comprendre les aides aux petites entreprises, cet argent est un pur détournement alors que les grandes entreprises du CAC 40 ont des dizaines de milliards en caisse ! Il faut aussi y ajouter les promesses d'aides comme à Air France, à condition de devenir rentable...

C'est dans ce cadre que le pouvoir pousse depuis quelques jours à la réouverture à marche forcée des écoles. Qu'importe pour lui que les protocoles sanitaires, rendus publics au dernier moment, soient inapplicables dans les écoles, pourvu que les enfants, redevenus écolierEs, permettent aux parents de retourner sur leurs lieux de travail... Injuste socialement, dangereux d'un point de vue sanitaire.

Sur le dos des « premiers de corvée »

Par contre, on attend toujours les mesures pérennes concernant la création des postes à l'hôpital, avec la réouverture des dizaines de milliers de lits supprimés. Pour celles et ceux qui n'ont pas arrêté de travailler ou devraient reprendre massivement après le 11 mai, pas de cadeaux mais des attaques multiples sur les congés, l'allongement des horaires de travail et l'insécurité sanitaire.

Des miettes, 1 milliard d'euros pour 3 millions de ménages, pour celles et ceux qui ont des faibles revenus, dont les 1,8 millions de foyers au RSA (841 euros) ne survivant que grâce aux petits boulots, et qui voient s'aggraver les difficultés pour payer le loyer, se nourrir, se soigner... tout en étant confinés dans des logements inadaptés.

Le gouvernement veut gérer la pénurie de masques en la justifiant par les mensonges. Ainsi, au mois de mars, il parlait de « masques inutiles » et, maintenant, il prétend que le marché et les grandes surfaces vont réguler la distribution, alors qu'il faudrait une distribution gratuite à touTEs.

Contre la matraque, déconfinons nos colères !

Le gouvernement prépare l'après confinement à sa façon : interdiction des manifestations, multiples tentatives de mise au pas de l'Inspection du travail, pressions exercées sur les salariéEs pour qu'ils/elles reprennent le travail quelles que soient les conditions sanitaires (notamment dans les transports en commun), entraves au fonctionnement d'institutions représentatives du personnel aux prérogatives déjà bien réduites... La prolongation de deux mois de « l'état d'urgence sanitaire » permet de limiter les ripostes collectives, publiques, comme cela s'est produit le 1er mai.

C'est aussi l'avalanche d'amendes qui s'abat notamment sur celles et ceux pour lesquelles le confinement est difficilement vivable, l'extension du droit des contrôle aux polices privées de la RATP ou de la SNCF, l'utilisation massive et illégale de drones et de la vidéosurveillance...

Autant de signes annonciateurs de leur « monde d'après »... Autant de raisons de refuser un déconfinement qui ne respecterait pas les conditions sanitaires protégeant celles et ceux qui ne vivent que de leur travail, mais aussi celles et ceux qui sont « sans » travail, logis, papiers, ou sans moyen d'exister dignement. Autant de raisons de se révolter contre leur système.

Le NPA65, Tarbes, mardi 5 mai 2020